

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

5 octobre 2026

L'ASNR publie l'édition 2026 du Baromètre sur la perception des risques

L'édition 2026 s'inscrit dans la continuité des éditions antérieures. Comme toutes les enquêtes depuis 1997, celle-ci a été menée à l'automne précédant la publication (du 24 novembre au 01 décembre 2025) auprès d'un échantillon représentatif de la population française. L'enquête terrain du Baromètre 2026 s'est déroulée avant les épisodes exceptionnels de canicule de l'été 2026. Les résultats présentés ici sont par conséquent le reflet des opinions des Français avant cet événement. Le Baromètre 2027 permettra d'en identifier et d'en analyser en profondeur les effets sur la perception des risques par les Français par comparaison aux tendances de long terme fournies par le Baromètre.

Le questionnaire est resté stable afin d'assurer la continuité des séries de données, avec des ajouts et retraits de questions à la marge. Cette année, le Baromètre ASNR enrichit son analyse de données complémentaires (recueillies en avril 2026), qui vise, notamment, à mieux comprendre la perception des risques par les Français riverains des installations nucléaires.

Le Baromètre ASNR suit depuis plus de 30 ans la perception des risques par les Français. En 2026, il présente les évolutions de cette perception selon quatre grands axes : les préoccupations principales des Français, leur rapport à la science, leur perception des situations à risque et leur opinion sur l'énergie nucléaire.

Les préoccupations actuelles des Français

En 2025, **le pouvoir d'achat demeure le premier sujet de préoccupation des Français** (19 %), malgré un recul de son score de 5 points par rapport à 2024. **L'insécurité et l'immigration** partagent la deuxième position, avec chacune 11 % des réponses, soit un niveau stable par rapport à l'année précédente. **La santé** (10 %) retrouve cette année sa place parmi les trois principales préoccupations. Parmi les principales **préoccupations environnementales**, **le dérèglement climatique** (36 %, -1 point) se stabilise en tête, loin devant « les dommages liés aux catastrophes naturelles » (16 %, -1 point) et la disparition d'espèces animales (14 %, +3 points).

L'image de la science

Les résultats de l'année 2025 confirment **la poursuite de l'amélioration de l'image de la science** : 65 % des Français font confiance aux institutions scientifiques (+1 point) et 59 % des Français ont une bonne opinion des experts scientifiques (+2 points).

Parmi les trois qualités les plus attendues pour les experts scientifiques, la compétence reprend la tête (54 %, +9 points), devant **l'honnêteté** dans la démarche scientifique (44 %, -7 points) et **l'indépendance** de jugement (40 %, -1 point).

Pour la première fois depuis 2021, les Français ne renforcent pas leur attachement à un **recours des décideurs aux experts scientifiques**. Néanmoins, l'attente des citoyens reste forte. En 2025, ils sont 71 % à estimer que « les décideurs politiques ne prennent pas assez en compte l'avis des experts scientifiques » (-4 points).

Les Français et les situations à risque

Parmi les **25 situations à risque** suivies par le Baromètre en 2025, **le cancer** (77 % de réponses « élevés », +1 point) est, pour la cinquième année consécutive, **la situation perçue comme la plus risquée** par les Français. **La drogue**, dont le score continue de progresser (76 %, +2 points), **consolide sa deuxième position**. À l'inverse, les pesticides, en recul de 4 points (65 %), perdent trois places, cédant ainsi **la troisième position à la pollution de l'air et au terrorisme**, à égalité avec un score de 68 %.

Le Baromètre ASNR poursuit son exploration de la perception des risques, à l'aide d'une **nouvelle approche**, en s'intéressant à **la part de responsabilité que les Français attribuent à leur propre exposition** aux différents risques. **Les accidents de la route** (71 % de réponses indiquant un niveau de responsabilité élevé), **la consommation d'alcool** (71 %), **de tabac** (70 %) et **de drogue** (67 %) sont les situations pour lesquelles les Français **s'estiment les plus responsables**. À l'inverse, **le radon dans les habitations** (15 %), **les radiographies médicales** (15 %) et **les retombées radioactives en France liées à l'accident nucléaire de Tchernobyl** (15 %) sont les situations pour lesquelles les Français s'estiment les moins responsables.

Parmi les 25 situations à risque interrogées, **le tabagisme** (75 %, -3 points), **l'alcool** (73 %, -3 points) et **les accidents de la route** (73 %, -3 points) demeurent celles pour lesquelles les Français **se sentent les mieux informés des risques**. En revanche, les installations chimiques (24 %), les déchets radioactifs (24 %, -1 point), **les retombées radioactives en France liées à l'accident nucléaire de Tchernobyl** (23 %) et le radon dans les habitations (19 %, -2 points) sont les situations pour lesquelles les Français se sentent les moins bien informés des risques.

La confiance accordée par les Français aux autorités **pour les protéger des situations à risque diminue** (28 % de réponses « oui » en moyenne, -4 points). Cette baisse s'explique notamment par le recul important de la confiance accordée aux autorités pour trois situations qui figuraient jusqu'ici parmi les mieux évaluées : les radiographies médicales (47 %, -13 points), les accidents de radiothérapie (30 %, -11 points) et l'intelligence artificielle (22 %, -21 points). En 2025, **les centrales nucléaires** (38 %, -5 points), **le terrorisme** (38 %, -1 point), **les incendies de forêts** (36 %, -6 points) et **la sécurité des produits alimentaires** (35 %, -4 points) **obtiennent désormais les scores de confiance les plus élevés**. La « défiance » des Français demeure la plus élevée pour la drogue (55 % de réponses « non », -2 points), les pesticides (51 %, +2 points) et la pollution des sols (48 %, +2 points).

Les Français, l'énergie nucléaire, la radioprotection et la sûreté

Après une évolution significative en 2022, **l'opinion des Français en faveur de l'énergie nucléaire** s'est stabilisée depuis 2023. En 2025, près d'un Français sur deux (49 %, +1 point) est pour la construction de nouvelles centrales nucléaires, tandis que 21 % sont contre (-4 points).

L'argument de **l'indépendance énergétique** demeure **le principal motif de soutien des Français à l'énergie nucléaire** (38 %), loin devant le faible coût de l'électricité (24 %). La **production de déchets radioactifs** reste le premier argument cité à l'encontre de l'énergie nucléaire (31 %), devançant de 6 points le risque d'accident en deuxième position (25 %, +2 points).

Concernant la question de **la gestion des déchets radioactifs**, la majorité des Français (60 %, -4 points) continue d'estimer que la position « la plus raisonnable pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs » est de « **se décider et appliquer au plus vite la solution** ». Tandis que 32 % des Français (+3 points) préfèrent « prolonger de 10 ans les recherches » et 7 % « laisser le choix aux générations futures ». Par ailleurs, 34 % (-1 point) estiment qu'il est aujourd'hui « possible de stocker les déchets nucléaires de façon sûre » et 28 % (-2 points) pensent le contraire.

La perception de l'exposition à la radioactivité reste stable : 57 % des Français l'attribuent à des sources artificielles, contre 43 % à des sources naturelles. Les installations nucléaires industrielles et militaires restent la source d'exposition la plus citée (28 %, -3 points). Ces perceptions sont toutefois très différentes des mesures et de la répartition présentées dans le dernier bilan publié en 2026 par

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

5 octobre 2026

l'ASNR¹. Selon ce bilan, l'exposition aux rayonnements ionisants en France provient principalement du radon (55 %) et des actes médicaux (23 %), alors que les installations nucléaires ne représentent qu'une part marginale (0,07 %) de l'exposition totale. Dans l'ensemble, 77 % de l'exposition aux rayonnements ionisants en France est d'origine naturelle et 23 % artificielle.

La confiance dans les mesures de sûreté reste stable en 2025 : 63 % des répondants (-1 point) considèrent que « toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises ». Par ailleurs, **les attentes des Français en matière de sûreté demeurent élevées** : près de 8 Français sur 10 (79 %, -4 points) estiment que « les exploitants des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables ».

Au sujet de **l'extension de la durée de fonctionnement des centrales nucléaires**, la majorité des Français estime qu'il s'agit d'un « bon choix » (52 %), tandis que 26 % pensent le contraire (-1 point) et 22 % sont indécis (+1 point). Cependant, 38 % des Français considèrent que l'extension de durée de fonctionnement risque de provoquer des accidents (-3 points), 40 % restent indécis (+3 points) et seulement 22 % pensent le contraire.

Concernant la perception des catastrophes, **les centrales nucléaires** restent en 2025 les installations qui, selon les Français, **risquent le plus de provoquer un accident grave** en France (25 %, +1 point). Viennent ensuite les stockages de déchets radioactifs (18 %, -1 point), les laboratoires de recherche sur les virus (13 %, -3 points) et les installations chimiques (16 %, +1 point). **L'accident de Tchernobyl demeure la catastrophe jugée la plus effrayante**. Après une hausse de 7 points en 2024, la peur qu'il suscite recule à un niveau similaire à celui enregistré en 2022 et 2023 (39 % des citations).

Contact presse nationale :

Pascale Portes

01 58 35 70 33

pascale.portes@asnr.fr

Contact presse territoriale :

Evangelia Petit

01 46 16 41 42

evangelia.petit@asnr.fr

L'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection est une autorité administrative indépendante créée par la loi du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire. Elle assure, au nom de l'État, le contrôle des activités nucléaires civiles en France et remplit des missions d'expertise, de recherche de formation et d'information des publics.

¹ Rapport « Exposition de la population française aux rayonnements ionisants – Bilan 2020-2024 » disponible sur www.asnr.fr/expop2026.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

5 octobre 2026

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :

